

À tous les membres, donateurs, organisations partenaires et collectivités qui nous soutiennent ou soutiennent un de nos projets et qui croient en l'utilité de notre mission.

À toutes les personnes qui nous signalent des informations, qui relisent nos documents avant leur publication ou qui participent à nos conférences de presse, ainsi qu'à celles qui diffusent nos observations auprès de leurs contacts ou dans leurs actions.

rapport
d'activités
observatoire
romand
du droit d'asile et des étrangers
2016

MOT DE LA PRESIDENTE

Élection de politiciens populistes, licenciement de journalistes, avènement de « faits alternatifs » : l'année 2016 nous a fait entrer selon certains analystes dans une ère de « post-vérité ». Dans ce contexte, et plus particulièrement encore dans un domaine épineux comme celui des politiques migratoires, le besoin d'informations fiables et vérifiées se fait sentir.

C'est le sens du travail de notre Observatoire, qui axe son regard sur les conséquences humaines désastreuses que peuvent entraîner l'application des lois sur les étrangers et l'asile lorsque les personnes les plus vulnérables ne jouissent pas d'une protection efficace.

Par exemple, les femmes étrangères victimes de violences domestiques ne sont pas suffisamment protégées. Les obstacles au renouvellement du permis de séjour en cas de séparation sont encore trop importants, comme le révèle la 3^e édition de notre brochure sur cette thématique, rédigée en collaboration étroite avec le groupe de travail romand « Femmes migrantes & violences conjugales ».

Mais l'Observatoire, ce ne sont plus uniquement des informations écrites : en 2016, l'exposition « Permis F : admission provisoire ou exclusion durable ? » a tourné en Romandie, a atteint des publics nouveaux et a permis un lien avec certaines écoles, administrations et employeurs. Cette expo continuera en 2017 à sensibiliser aux implications concrètes qu'a un statut légal précaire pour une personne et pour son chemin dans notre société.

Que le Conseil fédéral se réfère à notre publication dans son rapport « Admission provisoire et personnes à protéger : analyse et possibilités d'actions », montre que les constats issus de notre travail trouvent un certain écho au niveau politique.

L'Observatoire, c'est aussi donner la parole à des spécialistes reconnus pour commenter les informations produites. Ainsi Jean Zermatten, ancien juge des mineurs en Valais, fondateur et directeur de l'Institut international des droits de l'enfant et membre puis président du Comité des droits de l'enfant de l'ONU, nous a fait l'honneur de participer à la conférence de presse organisée pour le lancement de notre 8^e rapport d'observation : « nous avons l'impression que l'intérêt de la politique migratoire l'emporte systématiquement sur l'intérêt de l'enfant » a-t-il relevé à cette occasion.

Pour le travail fourni en 2016 je tiens à remercier chaleureusement celles et ceux qui sont et font l'Observatoire : Mélissa Llorens (coordinatrice), Martina Ambruso et Meriam Mastour (stagiaires), ainsi que les bénévoles qui ne comptent pas les heures investies. Merci enfin, de la part de ces collaboratrices et collaborateurs, aux membres individuels et collectifs qui nous soutiennent et garantissent notre indépendance et aux fondations, institutions et collectivités publiques qui nous font confiance et reconnaissent l'utilité de notre mission en participant au financement de nos activités.

Inge Hoffmann

2016 EN CHIFFRES

- > 10 fiches décrivant de manière fiable et précise des situations individuelles concrètes
- > 13 infos brèves publiées sur notre site internet
- > 1 réédition d'un rapport thématique romand publié à plus de 1700 exemplaires et diffusé auprès des organisations spécialisées dans la lutte contre les violences domestiques
- > 1 exposition sur l'admission provisoire présentée dans 8 lieux différents
- > 3 interventions devant des classes et 1 devant des professionnels du canton de Genève
- > 2 conférences de presse et plus de 24 articles ou reportages dans les médias faisant référence à notre travail
- > 1 message aux parlementaires fédéraux
- > 108 correspondant.e.s dans toute la Suisse romande
- > 4 newsletters diffusées à près de 775 abonnés
- > 1 page Facebook suivie par 235 personnes



THÉMATIQUES 2016

FEMMES ÉTRANGÈRES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES

L'année 2016 s'est ouverte sur la publication de la **troisième édition du rapport thématique romand *Femmes étrangères victimes de violences conjugales***. Publié une première fois en 2011 puis réédité en 2012, cette nouvelle édition a permis d'intégrer l'évolution du cadre juridique ainsi que de nouveaux cas concrets montrant que la protection des victimes de violences conjugales doit encore être améliorée. Cette 3^{ème} édition, comme les précédentes, a été rédigée en collaboration avec le Groupe de travail romand « Femmes migrantes & violences conjugales ». Une conférence de presse a été organisée pour le lancement du rapport. Y ont participé Chloé Maire, collaboratrice à la Fraternité du Centre social protestant de Lausanne, et les doctresses Nathalie Romain Glassey, médecin, responsable de l'Unité de médecine des violences du CHUV, et Marie-Claude Hofner, médecin et chercheuse. En outre, l'ODAE a été invitée à présenter les conclusions du rapport dans le cadre d'un cours de Droit de l'Université de Neuchâtel et lors d'une conférence de l'association Warmi – Soutien aux femmes latino-américaines, ainsi qu'à l'Assemblée générale du CCSI/SOS Racisme de Fribourg.

PERMIS F : ADMISSION PROVISOIRE OU EXCLUSION DURABLE ?

Par ailleurs, durant toute l'année 2016, **l'exposition *Permis F: admission provisoire ou exclusion durable?*** a pris ses quartiers dans divers lieux. Dans les cantons de Genève, de Vaud et du Valais, dans des écoles ou bibliothèques, à l'Université de

Lausanne, lors d'une conférence sur l'emploi des réfugiés ou dans des espaces publics, elle a permis d'aller à la rencontre de différents publics. Chaque présentation de l'exposition a été une occasion pour diffuser le rapport thématique du même nom. Le contenu du rapport a également été présenté lors d'une matinée de formation à l'intention des employés de l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFCP) à Genève ainsi qu'auprès d'une classe de la Haute école de travail social et de la santé de Lausanne.

DROITS DE L'ENFANT

Dans son 8^e Rapport d'observation, l'ODAE romand a **mis l'accent sur la question des droits de l'enfant et de l'unité familiale**. De nombreux cas observés durant les années 2014-2015 couvertes par ce rapport permettaient de tirer le constat suivant: l'application d'une politique migratoire restrictive l'emporte trop souvent sur l'intérêt supérieur de l'enfant. Jean Zermatten, juge des mineurs et ancien président du comité des droits de l'enfant de l'ONU, a apporté sa contribution lors de la conférence de presse pour le lancement du rapport, au lendemain de la Journée internationale des droits de l'enfant.

RENVOS ET ACCÈS AUX SOINS

Signalons encore la présentation du rapport **Renvois et accès aux soins** par son co-auteur, Sascha Moore du Groupe sida Genève, lors de la 6^{ème} Conférence européenne sur la santé des migrants et des minorités ethniques (European Conference on Migrant and Ethnic Minority Health), à Oslo en juin 2016.

IMPACTS

En 2016, **pas moins de 24 articles et émissions** se sont référés au travail de l'ODAE romand en valorisant ainsi sa mission. Les journalistes nous ont régulièrement sollicités pour commenter l'actualité et obtenir des informations. Par ailleurs, nos deux conférences de presse organisées pour le lancement de nos publications ont été bien relayées dans les médias.

Le travail de l'ODAE romand a aussi eu un **écho dans le monde politique et auprès des comités de l'ONU**. Dans son rapport d'octobre 2016 sur la refonte du statut de l'admission provisoire, le Conseil fédéral cite le rapport de l'ODAE romand *Permis F: admission provisoire ou exclusion durable?*. Par ailleurs, le Groupe de travail « Femmes migrantes & violences conjugales », avec qui nous avons co-édité le rapport sur cette thématique, s'est fondé sur les cas de l'ODAE pour rédiger une note au Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), en vue de l'examen de la Suisse qui a eu lieu en octobre 2016.

Les différentes retombées en lien avec le travail de l'ODAE romand sont disponibles dans la **rubrique Impacts de notre site internet**.

RÉSEAUX ET ÉVÉNEMENTS

L'ODAE romand participe aux séances de la **Conférence romande des collaborateurs de permanences pour requérants d'asile (COPERA)** qui se tiennent alternativement à Lausanne et à Neuchâtel. À Genève, nous sommes présents à la **Coordination asile.ge** et à la **Plateforme des associations actives en droit des étrangers (PAADE)**. À côté de cela, des séances et contacts réguliers avec notre **réseau de correspondant.e.s** sont organisés dans les différents cantons romands et l'équipe du secrétariat participe régulièrement à des formations, colloques et tables rondes. Ce sont autant d'occasions pour relever des tendances et identifier des cas pouvant faire l'objet d'une fiche descriptive.

STRUCTURE ASSOCIATIVE

SECRÉTARIAT

Le secrétariat se charge de la vie courante de l'association et de la production du contenu du travail de l'ODAE romand.

Coordination à 80%: Mélissa Llorens

Stagiaires à 50%: Martina Ambruso (jusqu'en mai) puis
Meriam Mastour (dès septembre)

BÉNÉVOLES

Le travail du secrétariat serait bien difficile sans l'appui continu de nombreux bénévoles pour le travail de gestion de l'association comme pour celui de production d'un matériel pertinent du point de vue juridique.

Comptabilité: Natali Caceda et Cindy Perret du Centre social protestant à Genève
Relecteurs.trices et correspondant.e.s: un grand nombre de personnes actives dans le domaine du droit d'asile et des étrangers nous transmettent des dossiers dignes d'intérêt et des expert.e.s relisent nos fiches avant leur publication.

MEMBRES ET SOUTIENS

L'association compte 405 membres dont 77 sont des organisations. Par ailleurs, nous avons pu bénéficier du soutien de 813 sympathisant.e.s, dont 81 organisations. Ces apports sont non seulement encourageants, mais aussi une condition indispensable à la poursuite de notre travail d'observation en toute indépendance. Le soutien de nos partenaires démontre la complémentarité de nos actions et l'utilité de notre travail.



COMITÉ

Issus de différents cantons romands et œuvrant dans le domaine du droit d'asile et des étrangers, les membres du Comité ont pour mission d'assurer la gestion stratégique et financière de l'association. Ils soutiennent également l'équipe du secrétariat et font office de relais dans leurs cantons respectifs.

Marie-Florence Burki – ancienne collaboratrice de l'ODAE romand, membre individuel

Aldo Brina – collaborateur du secteur « réfugiés » au Centre social protestant de Genève

Camille Grandjean-Jornod – collaboratrice du secteur réfugiés au Centre social protestant de Genève (Suppléante)

Magalie Gafner – juriste et sociologue au Centre social protestant Vaud à Lausanne

Guadalupe De Iudicibus – collaboratrice de la Fraternité du Centre social protestant Vaud à Lausanne

Inge Hoffmann, présidente – enseignante à l'Université populaire du Canton de Genève

Françoise Jacquemettaz – présidente du Centre Suisses-Immigrés de Sion

Fatxiya Ali Aden – collaboratrice du Centre Suisse-Immigrés de Sion (Suppléante)

Eva Kiss – collaboratrice du Centre de contact Suisses-Immigrés de Genève

Fanny Matthey – juriste spécialiste du droit d'asile, collaboratrice scientifique à l'Université de Neuchâtel

Caroline Meraldi – juriste au Centre de contact Suisse-Immigré.e.s/SOS racisme de Fribourg

Mélanie Müller-Rossel – juriste, responsable du secteur migrations au Centre social protestant de Neuchâtel

Philippe Nussbaum – pasteur, membre actif de l'association Elisa JU-Jura BE, Saint-Imier

FINANCEMENT

En 2016, les contributions émanant d'individus se chiffrent à près de 37 000 frs, celles provenant de membres collectifs (associations, partis, églises etc.) à plus de 20 000 frs. Par ailleurs, nous avons reçu des subventions, pour un montant de 15 700 frs, des villes et communes suivantes: Bernex (GE), Carouge (GE), Chenit (VD), Delémont (JU), Genève – Service Agenda 21, Grand-Saconnex (GE), Lancy (GE), Meinier (GE), Meyrin (GE), Onex (GE), Plan-les-Ouates (GE), Renens (VD) et Vernier (GE).

La réédition du rapport *Femmes étrangères victimes de violences conjugales* a été rendue possible grâce aux soutiens de la Fondation Oak et des associations suivantes: Centre de Contact Suisses-Immigrés de Genève (CCSI), Centre Suisses-Immigrés de Sion, la Fraternité du Centre social protestant – Vaud et Solidarité femmes.

Quant à l'exposition sur les personnes admises à titre provisoire, plusieurs partenariats ont été établis afin d'en financer le déplacement: avec le Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers – Vaud, le Bureau lausannois pour les immigrés, les déléguées régionales à l'intégration en Valais, Anne-May Cherix et Madeline Heiniger, la Ville de Lancy et l'association Thrive. Par ailleurs, le Service de lutte contre le racisme de la Confédération a accepté de soutenir le projet de diffusion de l'exposition, en particulier afin de sensibiliser employeurs et administrations. Ce financement devrait être versé en 2017.

À toutes celles et ceux qui ont rendu possible la poursuite de notre travail en 2016, nous exprimons ici notre profonde gratitude. **La liste des institutions et collectivités qui nous soutiennent financièrement se trouve sur notre site internet, www.odae-romand.ch, dans la rubrique *Partenaires*.**

COMPTES 2016

Les entrées ont été moins élevées que prévues mais les charges sont également nettement inférieures à ce qui avait été budgété. Ceci s'explique notamment par des activités planifiées mais pas toutes réalisées: par manque de temps, la refonte du site internet a été repoussée à 2017 et nous avons présenté l'exposition à moins d'occasions que prévu. Par ailleurs, afin de réduire les coûts de fonctionnement, nous avons décidé d'engager désormais un-e stagiaire pendant 9 mois (et non plus pendant 12 mois). Quant au montant des recettes, la différence avec le budget s'explique en partie par le fait que le rapport de la Plateforme nationale des Observatoires, qui aurait eu des retombées financières, n'a pas encore été publié. Nous avons décidé de nous retirer du projet. Les raisons de ce retrait sont en lien avec le choix délibéré du comité de l'ODAE romand de

se limiter strictement à l'observation, à l'analyse, au constat et à la publication de faits, sans émettre de revendications. Cette volonté, fondamentale pour l'identité de notre Observatoire, nous a amené à nous contenter de proposer un soutien logistique et financier et de ne pas figurer comme co-éditeur de ce futur rapport. Il sera publié par le Beobachtungsstelle für Asyl- und Ausländerrecht Ostschweiz en collaboration avec le Schweizerische Beobachtungsstelle à Berne. Enfin, il convient de noter qu'une partie du travail réalisé pour la tournée de l'exposition *Permis F: admission provisoire ou exclusion durable?*, ne sera couverte qu'en 2017 par le soutien du Service de lutte contre le racisme.

L'année 2016 s'est terminée avec un déficit de 3 500 frs que notre capital propre nous permet d'absorber. Ainsi, l'année 2017 s'est ouverte avec un capital de 27 200 frs.

BILAN AU 31.12.2016

| ACTIFS | | PASSIFS | |
|-----------------------|------------------|----------------------------------|------------------|
| Caisse | 31.10 | Passifs transitoires | 2 270.44 |
| Compte courant postal | 10 900.55 | Charges sociales | -1 466.74 |
| Deposito | 28 790.45 | Fonds Rapport santé | 132.95 |
| | | Fonds Permis F | 1 633.05 |
| | | Fond informatique (Loterie rom.) | 9 956.95 |
| | | Capital propre | 30 695.84 |
| | | Déficit 2017 | -3 500.38 |
| TOTAL ACTIFS | 39 722.10 | TOTAL PASSIFS | 39 722.10 |



| CHARGES | Budget 2016 | Comptes 2016 |
|--|--------------------|---------------------|
| Charges personnel | 86 270.00 | 80 643.73 |
| Fonctionnement et frais postaux | 2 450.00 | 1 734.99 |
| Loyer SIT | 3 700.00 | 3 700.00 |
| Fonctionnement courant | 6 150.00 | 5 437.16 |
| Séances et actions | 1 600.00 | 878.75 |
| Informatique (site internet et annuaire) | 15 620.00 | 5 140.67 |
| Publications (graphisme, impressions et envoi des rapports) | 7 315.00 | 6 601.67 |
| Charges Plateforme nationale (PN) | 5 750.00 | 3 000.00 |
| Charges rapport femmes et violences | 4 800.00 | 5 189.75 |
| Charges projet Expo permis F | 13 500.00 | 1 936.75 |
| Charges projet | 24 050.00 | 10 126.50 |
| TOTAL CHARGES | 141 005.00 | 108 828.48 |

| PRODUITS | Budget 2016 | Comptes 2016 |
|--|--------------------|---------------------|
| Contributions organisations | 23 000.00 | 20 414.00 |
| Contributions collectivités | 8 700.00 | 15 700.00 |
| Contributions individus | 48 000.00 | 36 775.00 |
| Loyer SIT | 3 700.00 | 3 700.00 |
| Recettes diverses | 450.00 | 650.00 |
| Utilisation fonds Plateforme nationale | 9 049.00 | 9 048.30 |
| Utilisation fonds informatique (Loterie romande) | 15 000.00 | 5 043.05 |
| Utilisation Fonds Rapport femmes et violences | 4 800.00 | 5 650.00 |
| Utilisation fonds Permis F | 25 500.00 | 8 347.75 |
| Utilisation fonds spéciaux | 28 849.00 | 28 089.10 |
| TOTAL PRODUITS | 138 199.00 | 105 328.10 |
| Déficit | -2 806.00 | -3 500.38 |

Les comptes détaillés et définitifs seront disponibles sur demande (info@odae-romand.ch ou 022 310 5730) après l'Assemblée générale qui aura lieu en mai 2017.

PLUS D'INFOS SUR www.odae-romand.ch

Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers (ODAE)
Case postale 270 | 1211 Genève 8 | 022 310 57 30
odae-romand.ch | info@odae-romand.ch
Genève, mars 2017

Pour participer à notre effort, vous pouvez...

- nous signaler des informations
- visiter et faire visiter notre site
- vous inscrire à notre newsletter et la diffuser
- devenir membre
- faire un don ponctuel ou un versement mensuel
au CCP 10-747881-0

MERCI

À tous et toutes les bénévoles qui nous ont appuyés ces dernières années, Laure Faessler, Suzanne Rivier et Marie-Goretti Nduwimana, ainsi qu'au CSP Genève qui a accepté de nous soutenir dans la tenue de la comptabilité dès 2016.

Au syndicat SIT qui met à notre disposition un local, une infrastructure bureautique et l'amitié de ses collaboratrices et collaborateurs.

À Caritas Neuchâtel ainsi qu'à la Fraternité (CSP Vaud), qui accueillent tour à tour les séances du Comité.

À l'atelier Galiffe du CSP Genève, qui répond toujours présent pour la mise sous pli et l'envoi de nos rapports à plus d'un millier d'adresses.